

Lettre ouverte **des élus Responsabilité-Démocratie-Collégialité** **au président de l'Université de Strasbourg**

(Le 24 janvier 2014)

Monsieur le Président,

Notre université est confrontée depuis trois ans à une grave crise financière qui a des conséquences majeures sur toute notre communauté universitaire. Cette crise met désormais en péril le développement de notre établissement. Suite à un nouveau désengagement de l'Etat qui nous a notifié une dotation de notre masse salariale en baisse de 3,8M€ par rapport à la somme prévisible, vous avez décidé de répercuter ce défaut de dotation en demandant aux composantes, laboratoires et services de notre université de réduire leurs crédits de 20%. Nous vous interpellons solennellement et vous prions de revenir sur cette décision.

Comme vous le savez, les sept élus Responsabilité-Démocratie-Collégialité, l'élue Biats CGT et l'élue UNEF ont choisi de ne pas participer au CA du 17 décembre pour exprimer leur protestation devant un budget prévisionnel 2014 qu'ils estimaient insuffisant et insincère. Comme tous les autres membres du Conseil d'administration, nous ignorions alors qu'il était encore plus gravement faussé, en raison de la baisse de la dotation de masse salariale, notifiée le 13 décembre, et qui n'a pu être prise en compte dans la construction du budget. Vous avez à cette occasion fait des choix qui ont porté préjudice au fonctionnement démocratique de notre université. Vous avez tout d'abord demandé au CA d'adopter un budget que vous saviez insincère. Vous avez ensuite attendu un mois avant d'écrire une lettre d'information aux personnels de notre université. Vous avez enfin décidé, avec l'accord de votre seul bureau, d'une baisse de dotation de 20% appliquée à toutes les entités de notre université.

D'autres choix étaient attendus d'un président soucieux de la bonne information de celles et ceux qui l'ont élu, soucieux de consultations, de débats et de décisions collégiales. Une fois informé de l'inadmissible baisse de dotation, vous auriez dû informer immédiatement les élus, qui auraient pu manifester avec vous leur protestation en direction de nos tutelles. Une motion aurait pu être adoptée dès le CA du 17 décembre. Au lieu de cela, vous n'avez informé précisément tous les administrateurs qu'à la suite d'une demande des élus RDC, le 13 janvier dernier, soit un mois jour pour jour après la notification ministérielle. Probablement avez-vous commis, une fois de plus, l'erreur politique de croire que votre seul dialogue avec le ministère suffirait à arranger la situation, alors que d'autres présidents ont pris leur responsabilité en alertant la ministre des conséquences du désengagement progressif de l'Etat.

Nous contestons enfin votre choix budgétaire que nous estimons inefficace et dangereux pour notre université. Il était en effet techniquement et politiquement possible, avec l'accord du Rectorat, de proposer un report de l'adoption du budget primitif 2014 au mois de janvier, afin de soumettre au vote des administrateurs un budget sincère. Il était aussi possible – ce que nous n'aurions pas manqué de vous conseiller – de compenser la baisse de 3,8 M par un prélèvement sur le fonds de roulement, lequel progresse pour atteindre 37,8 M€, soit bien au-delà de trente jours de fonctionnement.

Notre question est alors la suivante : pourquoi faire peser sur nos composantes, laboratoires et services tout le poids des économies, au risque de les mettre en péril ? Devons-nous en déduire que votre décision a été dictée par la volonté d'accélérer des réformes de structure et de fonctionnement, que vous appelez par ailleurs de vos vœux ? Il serait alors urgent de nous consulter sur ces projets de réformes et de ne pas faire des coupes budgétaires un alibi pour nous les imposer.

Vous disiez, Monsieur le Président, dans un récent entretien à L'Actu que, « des contraintes économiques fortes ... peuvent nous pousser à faire des choix positifs ». Amputer 20% de nos dotations, déjà très contraintes, n'est pas un choix positif.

Nous vous prions solennellement, Monsieur le Président, de revenir sur cette décision et de prendre toutes les dispositions budgétaires qui permettront de garantir aux composantes, laboratoires et services le versement de l'intégralité des crédits initialement prévus et qui ont fait l'objet d'arbitrages longs et complexes. Nous vous demandons ensuite de convoquer en urgence un Congrès extraordinaire pour débattre démocratiquement, avec tous les élus et les représentants des personnels, de la situation financière de notre université. Nous vous demandons enfin d'ajouter votre voix à la nôtre pour demander à l'Etat les moyens nécessaires au bon fonctionnement de notre université.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre profond attachement aux valeurs du Service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

*Cette lettre ouverte a reçu le soutien des organisations syndicales suivantes :
SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, Sgen-CFDT de l'UdS, UNEF.*